



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Jeudi 18 juillet 2013
Numéro 382

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*Sarafand après Masnaa et Dahié:
la guerre syrienne se propage*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Le désordre sécuritaire passe des
attentats aux assassinats.*

*Baabda: le dialogue ne remplacera
pas le gouvernement*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

Les assassinats après les attentats

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Tentative de percée au niveau
de la formation du gouvernement*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Les révolutionnaires repoussent
une attaque des forces d'Assad
à Qaboun*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Liban-Syrie: l'engrenage des
attentats terroristes*

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

*Heurts sécuritaires et
affrontements politiques*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Les Kurdes de Syrie chassent les
extrémistes en prévision de
«l'administration locale»*

L'événement

Le vide menace l'Etat; solution en vue pour l'armée

Le vide menace tous les pouvoirs et toutes les institutions du pays: le gouvernement, le Parlement et l'armée. Dans les circonstances actuelles, caractérisées par une multiplication des attentats, assassinats et embuscades non revendiqués, cette situation risque de plonger le Liban dans une spirale de violences aux graves conséquences.

Le président de la Chambre, Nabih Berry, a dénoncé, lors des rencontres parlementaires hier, aussi bien le torpillage des séances législatives que les attaques lancées contre l'armée par le Courant du futur et certains de ses alliés. «Le plus dangereux dans la situation actuelle est la campagne suspecte menée contre l'armée. Cela nous pousse à nous interroger sur les raisons de ces attaques contre l'institution militaire à un moment où nous avons besoin, plus que jamais, de l'armée pour la sauvegarde de la sécurité et de la stabilité dans le pays», a-t-il dit.

Ces attaques contre l'institution militaire s'accompagnent de divergences politiques qui empêchent la prorogation du mandat du commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwaji, qui expire le 24 septembre. Et dans l'impossibilité de nommer un successeur, en raison du blocage des pouvoirs Exécutif et Législatif, l'armée risque de se retrouver sans chef.

Cependant, une source bien informée estime que la vacance à la tête de l'armée n'aura pas lieu parce de fortes pressions sont exercées par la communauté internationale dans le but de préserver la stabilité du Liban. Cette préoccupation a été exprimée mercredi par le représentant spécial de Ban Ki-moon au Liban, Dereck Plumbley, qui a souligné l'inquiétude de la communauté internationale à l'égard du possible vide sécuritaire qui résulterait de l'absence d'un commandant en chef.

Dans ce contexte, la même source ajoute qu'il faut attendre la séance parlementaire du 29 juillet pour concevoir le scénario final qui empêcherait le vide de se propager à la tête de l'institution militaire. Soit les différents blocs parlementaires changent d'avis et assurent le quorum pour l'adoption de la loi repoussant l'âge de la retraite des officiers supérieurs, soit les dispositions de l'article 55 du règlement interne de l'armée sont appliquées. Cet article autorise le ministre de la Défense à proposer de repousser l'âge de la retraite pour certains officiers, soit de sa propre initiative, soit à la demande du chef de l'État et avec l'accord du commandant en chef. Il n'y aura pas de vacance à la tête de l'armée, ni dans le poste de chef d'état-major, aujourd'hui occupé par le général Walid Salman.

Dans ce même cadre, le Premier ministre désigné, Tammam Salam, a appelé ce jeudi toutes les parties à déployer davantage d'effort pour éviter que le vide ne s'installe dans plusieurs institutions. «La situation ne peut pas rester telle quelle. Le vide aura des répercussions négatives sur tout le pays», a déclaré M. Salam à l'issue d'un entretien avec le chef de l'État Michel Sleiman. J'espère que le pays sera bientôt le théâtre de développements positifs», a-t-il ajouté.

New York Times (Quotidien américain)

Ben Hubbard, spécialiste du Moyen-Orient

Il n'y a pas longtemps, les rebelles, postés à la périphérie de Damas, ciblaient la ville avec des obus de mortier, les soldats gouvernementaux faisaient défection en masse et des rapports faisaient état de nouveau territoire échappant à l'emprise du président Bachar al-Assad.

Alors que ses revers augmentaient, M. Assad a lâché ses avions de combat et des missiles SCUD, faisant craindre que face au désespoir, il finisse par utiliser des armes chimiques. Le momentum s'est maintenant inversé. Au cours des dernières semaines, les groupes rebelles se sont entretenus avec férocité, ont perdu du terrain sur le champ de bataille, et se sont même aliénés les citoyens qu'ils prétendent vouloir libérer. Dans le même temps, les États-Unis et d'autres puissances occidentales, qui appelaient M. Assad à démissionner, font preuve de réticences à fournir les rebelles en armes.

Bien que peu s'attendent à ce que M. Assad puisse rétablir son autorité sur l'ensemble de la Syrie, certains de ses plus farouches ennemis reconnaissent cependant que sa position est plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'a été depuis des mois. Sa résistance suggère qu'il s'est taillé ce qui ressemble à un mini-État dans le centre de la Syrie, fermement soutenu par la Russie, l'Iran et le Hezbollah, et que M. Assad et ses partisans vont probablement continuer à acculer les rebelles divisés. «Assad est désormais puissant, pas comme un président qui contrôle un Etat mais comme un chef de guerre, quelqu'un qui possède des armes plus sophistiquées que les autres», déclare Hassan Hassan, un analyste syrien au journal anglophone d'Abou Dhabi, The National. «Il n'est pas capable de reconquérir le pays.»

La guerre civile a balkanisé le pays, avec un éventail de groupes armés contrôlant différents secteurs. Le gouvernement conserve son emprise sur la capitale et a consolidé son contrôle sur une série de grandes villes vers le nord. Les groupes rebelles contrôlent de grandes étendues de terres dans le nord et l'est du pays, même si elles sont loin d'être unifiées, avec des milices en compétition pour les ressources, imposant leurs propres lois et retournant parfois leurs armes les uns contre les autres. Les Kurdes, la plus grande minorité ethnique de Syrie, contrôlent leurs propres domaines et se battent souvent pour en éloigner les rebelles. Dans l'ensemble, environ 60 pour cent de la population vit dans les zones contrôlées par le gouvernement, tandis que les rebelles contrôlent 60 à 70 pour cent du territoire, déclare Andrew J. Tabler, un expert des questions syriennes à l'Institut des études politiques pour le Proche-Orient de Washington.

Mais le statu quo qui a pesé sur le pays pendant des mois a commencé à changer à mesure que les forces de M. Assad -renforcé par un soutien régulier de leurs alliés- ont repoussé les rebelles et atténué la pression sur la capitale. Même les combattants qui avaient espéré voir M. Assad destitué, mort, emprisonné ou exilé commencent à reconnaître la nouvelle réalité. «Si la révolution continue comme ça, les gens vont se révolter contre nous», déclare un commandant rebelle de la ville centrale de Homs, où les forces de M. Assad ont enregistré des avancées ces derniers jours.

Al Akhbar

Nasser Charara, journaliste libanais proche du 8-Mars

Les visiteurs du Premier ministre désigné affirment que Tammam Salam exprime de forts reproches au Hezbollah et au Courant du futur, qui, selon lui, ne facilitent pas sa mission dans la formation d'un gouvernement et l'obligent à vivre sous les plafonds de leurs difficiles, voire impossibles conditions. Les nouvelles que M. Salam attend patiemment d'Arabie saoudite n'apportent rien qui puisse le réjouir. Il se voit obligé de se mouvoir sous «deux cieus saoudiens», celui du prince Moqren Ben Abdel Aziz, qui ne prend pas une position arrêtée et définitive, et celui du prince Bandar Ben Sultan, le plus puissant membre de la famille royale, et qui évolue sous un ciel de tempête. Tammam Salam prend soin de ne pas perdre un de ces «deux climats», car cela mettrait en péril la bonne grâce saoudienne dont il bénéficie. Bien que le Premier ministre désigné fasse partie des personnalités libanaises jouissant du parrainage saoudien, il est considéré plus proche du prince Moqren, dont se rapproche le prince Abdel Aziz Ben Abdallah, concernant la vision vis-à-vis du dossier libanais. Pourtant, c'est à Bandar qu'il doit sa désignation. Dans cette structure, l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Beyrouth, Ali Awad al-Assiri, fait office de lobby à l'intérieur de l'hôtel de la politique saoudienne au Liban, par où transitent les messages codés de Riyad.

Dans ce contexte de blocage, Tammam bey attend. Il passe son temps en simulant des compositions gouvernementales. La dernière date d'une semaine. Elle comporte 16 ministres et ressemble plus à une formule du fait accompli, car elle ne comporte pas de représentations directes des partis politiques. De plus, certains des noms qu'elle comporte ne prennent pas en compte les sensibilités de certains leaders politiques. De deux choses l'une: soit Salam cherche à provoquer ces leaders, soit il a proposé les noms par erreur.

ILS ONT DIT...

Sleiman Frangié, chef du Courant des Marada

“Je suis inquiet pour la sécurité, d'autant que 50000 réfugiés syriens installés au Liban son armés. Quossair était, pour les rebelles syriens, un réservoir d'armes alimenté à partir du Liban. Le régime syrien a accepté la solution politique à la crise, alors que l'opposition ne l'a pas fait et a œuvré pour le report de la conférence de Genève 2. La situation sur le terrain évolue en faveur des troupes du régime. Qui représente l'opposition, l'ASL, le Front al-Nosra, Al-Qaïda ou les talibans. Il existe 1400 groupes armés combattant le régime et la Syrie est devenue le refuge de tous les reprises de justice du monde.

Jamal Jarrah, député du Courant du futur

“Nous refusons la participation du Hezbollah au gouvernement car ceci exposerait le Liban à des sanctions internationales. Le Courant du futur est favorable à la prorogation du mandat du commandant de l'armée car il refuse le vide à la tête de l'institution militaire. Mais il existe un différend sur la constitutionnalité de la tenue de la séance parlementaire en l'absence d'un gouvernement. Les incidents ambulants et les explosions sont dus à l'implication du Hezbollah dans le conflit syrien.

Kamel Rifai, député du Hezbollah

“Les Libanais doivent soutenir l'Armée libanaise pour qu'elle puisse remplir sa mission, qui consiste à mettre fin au chaos sécuritaire qui prévaut sur la scène locale, surtout que toute partie risque d'être la cible d'une attaque. Nous comptons sur la coopération des services de sécurité et la sagesse des citoyens pour surmonter cette période critique. Les hommes politiques, eux, doivent éviter les discours provocateurs. Le Hezbollah est dans tous les cas visé, qu'il soit impliqué ou non dans le conflit syrien.

Londres: Une zone d'exclusion aérienne en Syrie "ne suffit pas"

Le chef d'état-major de l'armée britannique sortant, David Richards estime que la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus du territoire syrien serait inefficace sans intervention militaire, dans une interview au Daily Telegraph publiée jeudi. Pour le général David Richards, une zone d'exclusion aérienne, réclamée notamment par la rébellion syrienne, devrait s'accompagner d'une intervention armée pour permettre de renverser l'actuel régime syrien. «Si vous voulez avoir l'impact matériel sur les menées du régime syrien que certains recherchent, la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne, est en soi insuffisante», déclare le général David Richards, âgé de 61 ans.

Pour David Richards, «il faut être capable, comme nous l'avons fait avec succès en Libye, de frapper des objectifs au sol et d'anéantir les défenses anti-aériennes» du régime syrien. Le chef d'état-major a souligné la nécessité d'établir «une zone de contrôle au sol» et la destruction des chars et de véhicules blindés de transports de troupes. «Si vous voulez avoir cet impact matériel auquel les gens aspirent, il faut que vous soyez capables de frapper des objectifs au sol donc il faut entrer en guerre si c'est ce que voulez faire», a encore dit le militaire. Il a admis en outre que le manque de consensus international et l'éclatement des forces rebelles rendait difficile la recherche d'une solution militaire.

L'Orient-Le Jour

Scarlett Haddad, journaliste libanaise proche de la Résistance

Le Liban est entré dans la phase de la guerre sécuritaire entre le Hezbollah et les groupes de l'opposition syrienne. C'est ainsi qu'une source de sécurité résume la situation actuelle. Elle se réfère ainsi aux derniers incidents qui se sont déroulés dans le pays: d'abord les tirs de roquettes contre la banlieue sud, ensuite la voiture piégée de Bir el-Abed, ainsi que l'explosion de mardi sur la route de Majdel Anjar et l'assassinat mercredi à l'aube d'un Syrien proche du régime au Liban-Sud, en plein fief du Hezbollah. Selon la même source, il faut s'attendre à une multiplication des incidents de ce genre, les différents groupes de l'opposition syrienne se considérant désormais ouvertement en guerre contre le Hezbollah en raison de sa participation directe aux combats en Syrie. De plus, tant que le régime syrien marque des points sur le terrain, il faut s'attendre à une recrudescence des attaques contre le Hezbollah au Liban, dans une sorte de réaction à la frustration de l'opposition. La source sécuritaire confirme ainsi les informations reçues sur l'introduction au Liban d'une grande quantité d'explosifs, mais elle précise que les services de sécurité ne peuvent pas les surveiller et empêcher leur utilisation pour la raison très simple qu'en quelques mois, il y a eu un tel afflux de déplacés syriens qu'il est impossible de recenser et de suivre. La Sûreté générale et les services de renseignements de l'armée libanaise et des FSI font de leur mieux, et un grand nombre de charges explosives ont été démantelées avant d'exploser, mais ils n'ont pas de moyens suffisants pour contrôler un nombre aussi important de déplacés. Il faut pour cela des effectifs et des fonds. Or, non seulement ils ne les ont pas, mais de plus la campagne politique menée contre l'armée n'arrange pas ses conditions de travail, ainsi que celles des services de sécurité en général.

La source précitée rejette les accusations portées contre la troupe d'avoir eu recours au Hezbollah dans l'opération menée contre cheikh Ahmad el-Assir à Abra. Elle ne croit nullement aux prétendues preuves de la participation du parti chiite que les députés du 14 Mars ont promis de fournir. Pour la simple raison que ces preuves n'existent pas. Selon elle, ce que peuvent présenter les députés du 14 Mars, ce sont des images d'une mobilisation des membres du Hezbollah ou des brigades de la résistance après l'agression des partisans de Assir contre l'armée et les combats qui ont suivi. Cette mobilisation est relativement normale dans la mesure où le Hezbollah et les brigades n'ont jamais caché qu'ils ont une présence dans la région depuis des années. C'était d'ailleurs un des arguments d'Ahmad el-Assir pour justifier son action. A partir du moment où l'armée a mis au point son plan de riposte et a lancé son opération, les hommes du Hezbollah et des brigades se sont retirés et ont cédé la place aux militaires. La source de sécurité estime que la campagne menée contre l'armée vise en fait le Hezbollah. Le premier objectif est de discréditer la troupe et de jeter le doute sur ses capacités nationales pour l'empêcher de remplir son rôle de garante de la stabilité et de la paix civile. Pour ceux qui veulent faire payer au Hezbollah le prix fort de son intervention en Syrie, il est impératif de paralyser l'armée.

As Safir

Des sources de sécurité indiquent que les réfugiés syriens sont présents en grand nombre dans tous les villages du Liban-Sud, y compris Sarafand, et les services de compétents qui s'intéressent à leur situation ne faisaient pas la distinction entre un réfugié pro et anti-régime; ils ont tous été accueillis pour des considérations humanitaires. Toutefois, l'assassinat, mercredi, de l'homme politique Mohammad Jamo, partisan du régime, a contraint les services concernés à faire preuve d'une plus grande vigilance et à surveiller de plus près les réfugiés. Les sources ont estimé que l'assassinat de Mohammad jamo, qui intervient après plusieurs incidents itinérants, prouve que la scène libanaise est devenue le théâtre d'une «guerre sécuritaire ouverte».

Les enquêteurs pensent que les assassins de Jamo sont des Syriens. La victime était placée sous surveillance depuis le moment où elle a quitté la ville de Tyr, mercredi à l'aube, jusqu'à son arrivée à son domicile. Il s'agit d'une opération bien organisée et professionnelle, ajoutent les mêmes sources.

Al Joumhouria

Des sources proches du Hezbollah ont révélé que le parti a relevé son niveau d'alerte et sa vigilance sécuritaire dans les régions où il est influent, ce qui lui a permis de découvrir de cellules dormantes et de déjouer plusieurs tentatives d'attentats.

Les mêmes sources ajoutent que la route Beyrouth-Saïda n'est pas à l'abri d'incidents sécuritaires. Tout en n'excluant pas dans la période à venir une escalade sécuritaire, les mêmes sources assurent que le Hezbollah ne restera pas les bras croisés face aux attentats qui le prennent pour cible.